Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 116 (1976)
Heft: 4

Artikel: Notre incertaine sécurité
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaut
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-650372

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Notre incertaine sécurité[1]

L'accord germano-soviétique sur le non-recours à la force, les entretiens SALT entre Américains et Russes ainsi que l'annonce d'une possible conférence « européenne » à Helsinki ont placé au premier plan de nos préoccupations le souci de notre sécurité.

Mais où en est celle-ci au terme des évolutions intervenues dans les deux « blocs » et dans les armements atlantiques et communistes?

I. L'ÉVOLUTION DU BLOC COMMUNISTE

L'histoire de la Russie communiste comporte deux phases foncièrement différentes. La première, qui s'écoule de 1917 à 1941, est celle d'un « Etat seul ». En effet, n'ayant pu susciter la dictature du prolétariat dans aucun autre pays, l'Union Soviétique avait dû se développer seule, promouvoir notamment son essor économique, grâce surtout à ses immenses ressources en or, dont la production lui permettait de faire face à de nombreuses commandes à l'extérieur.

L'accord de 1939 avec l'Allemagne hitlérienne n'avait nullement modifié cet isolement, qui cessa seulement avec l'entrée en guerre de l'URSS aux côtés des Etats-Unis.

Désormais la Russie devenait l'alliée de la puissante Amérique, premier pays de notre temps. Et, tenant un « deuxième front », elle fut reconnue, par la générosité du président Roosevelt, comme le deuxième Grand de la coalition antihitlérienne. Ce statut majeur ainsi reconnu à l'Union Soviétique permit à celle-ci, par une interprétation frauduleuse des décisions de Yalta et de Potsdam, d'assurer sa mainmise sur cet ensemble de pays devenus, depuis, les membres de l'Organisation du Pacte de Varsovie et du Comecon. Puis, dans le domaine des armements nucléaires et classiques, l'URSS a accumulé un potentiel militaire qui, selon les récentes déclarations du ministre américain de la Défense, doit largement dépasser, avant 1975, celui des Etats- Unis.

[1] L'auteur, Français, veut parler de la sécurité de l'Europe occidentale, en général, mais aussi de la Suisse en particulier (voir *in fine*). Réd.

Mais le nombre des armes n'est pas le seul critère de la puissance d'un pays. La valeur des hommes, le dévouement des citoyens à leur patrie, l'attachement des alliés à la cause commune sont également des facteurs importants pour l'appréciation de la position réelle d'un Etat sur le plan international. Or, la Russie est actuellement tout autre chose que la « dictature du prolétariat » qu'elle prétendait devenir en 1917. Elle est sous la domination d'une poignée de révolutionnaires, servis par une bureaucratie pesante. Quant au citoyen soviétique moyen, il subit les « durs » du Kremlin et leurs fonctionnaires. Mais il est devenu apathique, incapable de réagir, tout en appréciant la maigre, progressive amélioration du niveau de vie dont il bénéficie et qui correspond à ses modestes aspirations du moment. Khrouchtchev avait bien compris et flatté cet état d'esprit en promettant à ses compatriotes le « standard américain ».

Par contre, une contestation grandissante se fait jour, avec vigueur, dans une certaine élite intellectuelle russe. Et c'est là un fait important. Car si l'Empire des tsars comptait, en 1917, à peine 170 000 diplômés de l'enseignement supérieur, dès 1968 7 millions de Soviétiques avaient terminé des études universitaires. Ces intellectuels pensent, tout comme leurs égaux des pays capitalistes, et ils seraient sensibles à une certaine ouverture à l'Ouest de leur gouvernement. Certes, ils s'affirment communistes dans l'ensemble et Amalrik, en condamnant les principes mêmes de l'idéologie marxiste, exprime seulement l'opinion d'une minorité. Mais c'est l'idée réformiste qui l'emporte parmi les thèses que nous transmet, presque journellement, cette littérature « samisdat » qui franchit si couramment le rideau de fer. Sans doute le « manifeste » de Sakharov représente-t-il bien les aspirations de ses pairs, c'est-à-dire le grand désir d'une réforme des régimes communiste et capitaliste, afin de permettre un rapprochement entre eux et, par un travail commun, la promotion d'une humanité meilleure, dans laquelle chacun pourrait connaître l'épanouissement de ses possibilités spirituelles et artistiques.

Ces aspirations sont d'autant plus méritoires que les personnalités qui les expriment risquent et affrontent la prison et... les centres de traitement psychiatrique...

Mais également dans l'ensemble du monde de l'Est se manifeste un libéralisme dont le printemps de Prague n'était que l'un des aspects les plus marquants. Le coup de force d'août 1968 n'a d'ailleurs certainement

pas éteint définitivement un feu sacré qui continue à couver sous une cendre à peine refroidie et ce n'est pas sans raison que les autorités tchèques ont interdit l'accès du territoire à certains groupes d'étrangers entre le 15 et le 24 août 1970. Car des tracts clandestins nous apprenaient alors que des « manifestations silencieuses » avaient été recommandées pour l'anniversaire du deuxième « Coup de Prague ».

Cependant, en dehors des pays satellites, se manifeste la Chine, cette autre « Mecque » du communisme, où, au nom de la pureté de la foi, Mao met désormais les maîtres de Moscou au pilori comme « déviationnistes ». Et c'est là l'aspect actuel du « péril jaune », qui jette le trouble dans l'esprit de bien des communistes, même occidentaux.

En somme — et en dépit des immenses moyens militaires soviétiques, qui seront évoqués dans la suite de nos développements — la puissance russe a subi une certaine détérioration dans le bloc de l'Est et dans l'ensemble du monde marxiste. En outre, l'Union Soviétique est prise par la solidarité des deux Grands, cette dyarchie du « télétype rouge » qui dépasse les deux blocs et les idéologies. Enfin, en Extrême-Orient, Moscou se débat à l'intérieur de ce conflit « triangulaire » dans lequel la Chine, l'URSS et Etats-Unis s'affrontent par nations interposées.

Enfin, la Russie, à l'intérieur, dans son bloc, dans le monde communiste et dans le monde tout court, connaît des situations souvent bien compliquées, notamment sur le mode des relations « ami-ennemi » qui la lient et l'opposent, sur des modes très variés d'ailleurs, aussi bien à ses alliés directs qu'à la Chine et à « l'autre Grand ».

A vrai dire, le bloc occidental a, lui aussi, éprouvé bien des difficultés, voire des crises, dont sont sorties finalement une Alliance « concertée », faute d'être intégrée, et une OTAN réduite à quatorze seulement.

II. L'ÉVOLUTION DU BLOC ATLANTIQUE

Depuis la signature du Traité atlantique, la communauté occidentale a connu bien des vicissitudes. Son évolution comprend trois phases très différentes. D'abord celle des débuts, pendant laquelle l'Alliance apparaissait — à l'ombre du « parapluie atomique » des Etats-Unis — comme une entreprise essentiellement américaine, car Washington lui fournissait — outre sa garantie de réplique nucléaire massive en cas

d'agression contre ses alliés européens — la contribution de loin la plus importante. De ce fait les USA étaient devenus tout naturellement la nation-guide de l'OTAN, dont ils détenaient la plupart des grands commandements.

En échange de ce « leadership » de la plus grande puissance du monde, les Etats associés bénéficiaient de la part de celle-ci d'une protection totale et sans réserve. En effet, détentrice d'un quasi-monopole nucléaire, l'Amérique pouvait, sans risque aucun, garantir, dans l'hypothèse d'une attaque contre le front atlantique, une réplique massive, par le déchaînement de l'apocalypse atomique.

Mais cette situation changea avec l'accession de l'Union Soviétique à l'arme majeure. La « promesse » américaine perdait de sa valeur, du fait de la vulnérabilité ainsi intervenue sur le territoire des Etats-Unis.

C'est alors que Washington — afin d'éviter à la fois le « suicide réciproque » que semblait représenter désormais une riposte atomique et la simple capitulation devant une attaque ennemie — voulut instaurer une nouvelle stratégie, celle de la « flexible response », c'est-à-dire de la « réplique adaptée ». Et les aggravations successives devaient intervenir à son initiative. Car, selon la conception américaine, seule la nation détentrice de 95 % du potentiel nucléaire de l'Alliance pouvait assumer la responsabilité de la direction de la défense, considérée comme indivisible.

Cette nouvelle attitude des USA — qu'accompagnait un immobilisme politique en Europe — déclencha, au sein de l'OTAN, une crise dont le dégagement français ne fut que l'épisode le plus spectaculaire. Cette phase allait se terminer avec le deuxième coup de Prague, qui raviva, au sein de l'Alliance, une certaine prise de conscience quelque peu estompée pendant la période d'euphorie de la coexistence pacifique d'avant août 1968.

L'invasion — imprévue — de la Tchécoslovaquie incita les Occidentaux à une certaine révision de leurs points de vue et de leurs intentions. Les réductions ou retraits d'effectifs commencés furent arrêtés et l'Alliance, « concertée » depuis le départ français, reprit une sorte de nouvelle cohésion, à vrai dire inférieure à celle qui avait caractérisé le front atlantique du début. Mais la « flexible response » reste en vigueur, bien que le renforcement et l'amélioration des moyens soviétiques devant le front de l'OTAN aient progressé ces dernières années, au point d'imposer en cas

de conflit un seuil atomique excessivement bas. Car cette doctrine de la riposte adaptée, pour être efficace, *demanderait des forces conventionnelles accrues pour le dispositif atlantique en Europe* [1].

Certes, à Washington, une certaine et saine conception du rôle des Etats-Unis dans le monde se fait peu à peu jour. La première puissance de tous les continents, pensent maintenant des experts américains à large audience, doit essentiellement coordonner les efforts du monde libre sur l'ensemble de la planète. Par contre, disent-ils, la responsabilité directe de chaque région doit incomber aux alliés locaux, avec un puissant appui des USA, dont une certaine présence militaire est cependant indispensable, sur le front de l'OTAN notamment. Des Américains éminents préconisent même un commandant en chef européen pour les forces alliées sur notre continent.

Mais cette conception n'est pas encore strictement appliquée. Et la cohésion actuelle du dispositif atlantique résulte, d'une part, des décisions du président des Etats-Unis pour l'emploi éventuel — ou le non-emploi — de l'arme majeure et des plans « concertés » entre le Commandement des « Quatorze » et la France, de l'autre. Toutefois il subsiste toujours un certain clivage entre l'Amérique — dont le leadership s'est accentué dans l'OTAN du fait de l'absence d'une amicale opposition française — et les alliés européens.

Il ne semble pas qu'à brève échéance puisse se réaliser le rêve du président Kennedy: une sorte de Confédération — ou du moins étroite association — entre les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis d'Europe... Car c'était cela le « partnership » loyalement proposé par cet homme d'Etat généreux, qui peut-être ne mesurait pas toute la portée de son offre. Car l'Europe qu'il désirait aurait été — en même temps qu'un interlocutrice valable aussi bien pour Washington que pour Moscou — une puissance économique qui risquait de réaliser une efficace réplique au « défi » américain.

Quoi qu'il en soit de cette construction momentanément manquée, il est sûr qu'une certaine Europe naîtra et s'annonce déjà, une Europe « concertée », une « Europe des nations ». A vrai dire, elle a été en quelque sorte devancée par l'accord germano-russe dont il n'est pas encore possible de prévoir — en bien ou en mal — l'impact sur cette

[1] C'est nous qui soulignons. Mft.

Communauté des Six en voie de devenir celle des Dix, sur les plans non seulement économique, mais politique.

Or, ce devenir n'est-il pas menacé par le danger russe d'un immense potentiel militaire nucléaire et classique? Une évocation de l'actuel rapport des forces Est-Ouest nous le dira.

III. Le rapport des forces est-ouest [1]

Il est apparemment en faveur de l'Est, en dépit de la menace chinoise. Car les quelque trente divisions russes et 300 à 450 I.C.B.M. implantés en Sibérie permettent à Moscou de se battre éventuellement sur deux fronts. D'ailleurs une invasion de l'un des deux Grands du communisme actuel est impensable, car elle s'enliserait nécessairement dans l'immensité des territoires, contre des guérillas forcément victorieuses à longue échéance.

Sur le plan politique il faut souligner d'ailleurs l'obstination avec laquelle Moscou contacte et aide même les Etats asiatiques favorables à l'Amérique. Le Kremlin compte compléter de la sorte la ceinture de sécurité tracée par les Etats-Unis autour de la Chine. Et sans doute s'agit-il là, dans l'esprit des Russes, d'un travail préparatoire à une éventuelle relève des USA par l'URSS, après le « désengagement » imminent des forces américaines.

Bref, l'Union Soviétique est en mesure d'envisager avec une certaine quiétude une éventuelle guerre à l'Ouest. Ses moyens nucléaires, aériens et navals l'y autorisent, semble-t-il. Mais quel est le bilan de ces forces?

Dans le domaine des armements nucléaires l'Union Soviétique est sur le point de dépasser les Etats-Unis.

Du moins, telle est la situation qu'annonce M. Laird, ministre américain de la Défense, pour 1975, si aucune contre-mesure n'est prise à Washington. Actuellement, le rapport des forces semble être le suivant:

Effectifs:

580 000 soldats atlantiques contre 900 000 orientaux (585 000 russes).

[1] On comparera avec intérêt ce chapitre avec l'article de Pergent (lt-col Perret-Gentil) dans notre numéro de décembre 1970. Les chiffres varient, ce qui, dans ce domaine, est compréhensible (!), comme il nous est impossible de trancher! Mais l'impression générale reste la même. Mft

Fronts Centre et Nord:

26 divisions (dont 2 françaises) contre *plus de 60* du Pacte de Varsovie, 69, si l'on considère celles de Russie occidentale immédiatement disponibles pour le front de contact (en tout 40 divisions soviétiques dont 26 en toute première ligne, en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie).

5 500 chars contre *14 000* (dont 8 000 russes).

2 100 avions tactiques contre *3 940* (2 400 russes).

Front Sud:

34 divisions contre *34* (6 soviétiques).

2 100 chars contre *5 000* (1 400 russes).

950 avions tactiques contre *1 280* (570 soviétiques).

Forces navales:

Ici, les chiffres varient, mais en moyenne l'on constate:

— Une *supériorité de l'Ouest en Atlantique Nord.*

— Une *supériorité communiste en Baltique* (chiffres cités par l'Institut d'Etudes stratégiques de Londres: 91 navires occidentaux contre 212).

— Une *sensible égalité en Méditerranée*-mer Noire, avec cependant une légère supériorité en faveur de l'Est, grâce aux forces de la mer Noire.

Mais la *Flotte soviétique, déjà la première du monde par l'âge* (la plupart des unités sont postérieures à 1960, alors que les 60% des américaines datent d'avant cette date), est déjà la *deuxième par le nombre et s'efforce de dépasser la Marine des USA.* « Tôt ou tard, proclamait l'amiral Gorchkov en 1968, les Etats-Unis devront comprendre qu'ils ne dominent plus les mers ». Et l'amiral Moorer reconnaissait que son pays allait « perdre sa suprématie navale au bénéfice de l'Union Soviétique ».

En attendant est réalisé ce vieux rêve des tsars: l'accès aux « mers chaudes ». L'Escadre russe de Méditerranée surveille constamment la 6e Flotte U.S., à qui l'accès des ports arabes est interdit. Et elle sert de support à une politique de puissance de l'URSS. Certes, il y a les deux porte-avions américains. Mais que représenteraient-ils, dans l'hypothèse d'un nouveau « Pearl Harbour », exécuté dans le secteur? Par contre, c'est toute l'Egypte qui servirait de porte-avions à la flotte rouge, grâce aux Mig 21 et à leurs pilotes russes.

Enfin, la Marine soviétique met en ligne 370 sous-marins contre à peine 150 du côté américain.

Pour les *armes nucléaires stratégiques*, la partie se joue essentiellement entre les deux Grands:

I.C.B.M.:

1 054 américains contre 1 300 à 1 400 soviétiques (notamment: *plus de 300 SS 9*, dont 450 seraient capables d'anéantir l'ensemble des organisations de lancement USA).

Aucun I.R.B.M.-M.R.B.M. américains contre les 700 russes, braqués sur l'Europe atlantique.

2 250 engins sur bombardiers américains à grand rayon d'action *contre 450.*

2 100 engins sur autres bombardiers américains contre 2 200 soviétiques.

1 328 missiles sur sous-marins américains *contre 642 engins* russes sur support naval, dont 280 sur sous-marins.

En somme, la progression soviétique est ici considérable et elle se poursuit. Elle inquiète les responsables de la défense des Etats-Unis. Aussi M. Laird a-t-il déclaré que, si les conversations SALT n'aboutissaient pas à bref délai à un accord, Washington se verrait dans l'obligation de lancer la construction du *système ULMS* (Underwater Long Range Missile System), c'est-à-dire de ces organisations de lancement sous-marines d'où un engin portant à 8 000 km atteindrait tout le territoire soviétique. Par ailleurs, est à l'étude le projet *SABMIS* (Seabased Anti-Ballistic Missile System), à base de bâtiments de 20 000 à 30 000 T, à propulsion atomique, transportant 40 à 60 A.B.M. et escortés par une ou deux frégates armées de fusées. De telles unités compléteraient l'actuel système « Saveguard », sans constituer un danger direct pour les populations.

Depuis l'annonce de ces mesures éventuelles dans le domaine des armes nucléaires par le ministre américain de la Défense, le président des Etats-Unis a laissé entendre un durcissement de sa politique vis-à-vis de l'Est. D'abord son séjour à la 6e Flotte, interrompu par la mort de Nasser, était significatif. Il devait affirmer la présence des USA dans le secteur et une aide accrue a été accordée alors aux alliés du « flanc Sud » de l'OTAN.

Depuis, M. Nixon a déclaré maintenir les forces américaines stationnées en Europe et même envisager leur renforcement éventuel si le besoin s'en faisait sentir. Certes, les navires russes continuent à sillonner les mers et Moscou semble bien rechercher la puissance vraiment mondiale par la puissance navale, tout en restant la grande puissance de terre dont Mackinder soulignait jadis la situation privilégiée dans le « heartland », au centre de l'Eurasie.

Mais si l'Amérique, mécontente de l'échec des conversations SALT et de l'aggravation de la menace militaire russe, se lançait dans une course aux armements, il est certain que Moscou ne serait pas en mesure de rivaliser avec elle. Car, aux Etats-Unis, la recherche est générale, les réserves financières et industrielles immenses.

Dans ces conditions, la Russie aurait intérêt à faire succéder à sa politique des « percées », une large pratique du dialogue sincère, tant avec les Européens qu'avec les Etats-Unis. Ce n'est d'ailleurs qu'à ce prix qu'elle maîtrisera son écart technologique. Il n'est donc pas insensé de prévoir une ère des conversations Est-Ouest.

Une telle évolution correspondrait à une certaine évolution du monde. Une voix auguste n'a-t-elle pas proclamé — à travers les continents et aux acclamations des populations — la nécessité du dialogue entre croyants et incroyants de bonne volonté? Et puis, n'est-ce pas là la revendication constante de ces communistes « humains » qui, à travers le rideau de fer et non sans risques, nous tendent une main fraternelle?

IV. Conclusion

Que conclure de nos constatations? En principe, que nous pouvons, dans le contexte du moment, à la fois tout espérer et tout craindre. Mais si l'espoir est pour demain, par contre la menace passe actuellement par le sommet de sa courbe d'intensité. Alors il existe, pour les « durs » du Kremlin — menacés par une opposition intérieure, par des troubles dans les pays satellites et les protestations de divers « partis-frères », émus par l'invasion de la Tchécoslovaquie et les incidents de Pologne — la tentation de jouer leur va-tout, dans une désespérée fuite en avant, un nouveau et immense coup de Prague aux dimensions apocalyptiques et stratégiques.

Et, dans un examen de la situation, dans l'évaluation des forces en présence, nous ne devons pas considérer uniquement les effectifs globaux. *Il nous faut tenir compte aussi des points faibles du front atlantique* [1].

Or, des faits nouveaux récents ont créé des zones particulièrement sensibles dans le dispositif occidental. L'occupation, par les Russes, de la Bohême, a implanté 5 ou 6 divisions soviétiques face au IIe Corps allemand. Ce dernier, avec seulement 5 divisions de la Bundeswehr, est responsable de l'intégrité de tout l'espace entre Main et Danube. Comment pourrait-il assurer sa mission face à un ennemi susceptible d'être renforcé à 10 ou 15 divisions — à l'insu des services alliés — et libre de sa direction d'attaque?

Plus bas, dans l'espace Salzbourg, Passau, Linz, *la disparition d'une armée autrichienne valable* [2] pose pour la défense occidentale un problème tragique. Pour l'OTAN d'abord, dont ce vide compromet la continuité entre les fronts Centre et Sud. *Pour les « non-engagés » du secteur, la Yougoslavie et la Suisse, dont il remet en cause la sécurité.* Il y a là l'un des points les plus vulnérables de l'Europe libre, un potentiel tremplin pour un assaut soviétique, une immense tentation pour les « durs » du Kremlin, assurés d'un succès initial certain dans ces confins militairement dépourvus, du moins dans les conditions du moment.

Colonel Fernand-Thiébaut SCHNEIDER

[1] Tout ce qui est souligné dans cette conclusion l'est par nous. Mft

[2] Nous espérons pouvoir revenir incessamment sur ce sujet qui est, pour nous Suisses, de prime importance. Peut-on, en cas de conflit Est-Ouest, compter au moins sur une action retardatrice autrichienne ou sera-t-on, *en quelques heures*, en première ligne? En guerre ou non, attaqués ou non. En admettant bien sûr que l'Autriche soit elle-même envahie, Mft